

chés. Ces prétentions ne sont pas fondées. M. McFarland a perdu la clientèle des cultivateurs de l'Ouest, et il ne leur a pas gagné un sou. Au contraire, en réalité il leur a fait perdre, les exposant en plus à des pertes éventuelles susceptibles de tourner en catastrophe.

S'il avait vendu le blé lorsqu'il le pouvait, au lieu de le garder dans l'espoir d'une récolte déficitaire qui ne s'est jamais produite, nous n'aurions pas aujourd'hui au Canada cet énorme excédent qui déprécie les prix, et notre blé se vendrait sans difficulté à des prix plus élevés que ceux que M. McFarland s'efforce vainement d'exiger dans des conditions dont il est responsable.

Le report de ces quelque 200 millions de boisseaux appartient aujourd'hui de fait au gouvernement. Il faut l'écouler pour bien des raisons, le fait qu'on a besoin des entrepôts pour emmagasiner la nouvelle récolte en étant une. On ne réussira pas à l'écouler en donnant suite aux nouveaux projets du gouvernement. Dans ce cas, le blé continuera d'encroûter les élevateurs et une bonne partie du blé de cette année devra forcément rester chez les cultivateurs, où il sera impossible de le transformer en pouvoir d'achat.

Evidemment, la situation est critique et le Gouvernement n'a qu'une chose sensée à faire: vendre le report par l'entremise d'une commission et perdre son parti de la perte. Il n'y a plus à sortir de là.

À la longue, les producteurs de blé de l'Ouest canadien devront vendre leur blé sur les marchés mondiaux aux prix mondiaux ou renoncer à la partie. Lorsque M. Brett recommande au comité à Ottawa que le Gouvernement adopte comme politique permanente et régulière d'acheter le blé à un prix plus élevé que le prix mondial pour le revendre à perte, il propose une absurdité.

Cela équivaldrait à subventionner perpétuellement le blé; pourquoi pas alors le poisson, le bois, les produits laitiers, les pommes de terre, les œufs, les légumes, les fruits et tous les produits essentiels. On réclamerait ces subsides et l'on ne pourrait les refuser; tout le système croulerait en même temps que le crédit public.

Il faut que le producteur de blé, ayant fatalement à faire face à une situation causée par des conditions internationales auxquelles il ne peut rien ou presque, soit mis en état de ne pas trop souffrir de ces conditions internationales. Voilà un élément essentiel du programme alternatif.

Il faut se procurer des marchés et les conserver, et le moyen le plus simple est de permettre au producteur de blé d'accepter des marchandises en paiement. Voilà deux fois depuis dix jours que M. Bennett déclare que les marchés qui nous sont ouverts à cette condition ne lui sont pas acceptables. Mais ils sont acceptables aux producteurs de blé et ceux-ci doivent insister qu'on les mette en état de se libérer de la nécessité où ils se trouvent actuellement de vendre sur un marché mondial et d'utiliser les crédits ainsi obtenus à l'achat des nécessités de la vie, à des prix élevés sur un marché restreint.

Par ces moyens, les cultivateurs de l'Ouest échapperont à l'état dangereux et critique où ils se trouvent actuellement et établiront leur industrie sur une base indépendante et respectable. Ou bien ils peuvent accepter l'alternative que leur recommandent si vivement les faiseurs de programme désastreux du passé. Dans le dernier cas, ce serait le suicide. La

*Free Press* entreprendra tout ce qu'elle croira d'ordre pratique pour sauver les cultivateurs d'un tel destin.

Un ancien ministre français des Finances, Paul Reynaud, à son retour des Etats-Unis, il y a deux ans, écrivit un article que l'on m'a signalé au cours des derniers jours. Cet article décrit si bien les conditions d'aujourd'hui qu'il me semble dater d'hier. Je le traduirai pour l'avantage des honorables sénateurs en général, bien que le texte français me semble préférable, puisque la traduction ne réussit pas toujours à rendre le sens véritable de l'original. Voici

Le président Hoover disait, après le krach de la Bourse de New-York: "Ce n'est rien, l'économie du pays est saine; la prospérité 'is around the corner'. Mais M. Hoover eut bientôt raison de se demander s'il n'avait pas pris l'accident que fut le "boom" pour la normale, et le retour à la normale pour l'accident.

Le monde présente un étrange spectacle: 20 millions d'agriculteurs qui voudraient vendre leur blé pour acheter vêtements et chaussures, et 20 millions de chômeurs qui voudraient recommencer à produire vêtements et chaussures pour manger à leur faim. L'Asie crève de faim. L'Occident, grâce au machinisme, produit de plus en plus. Le désordre est seulement dans les échanges. L'Amérique ne veut pas échanger avec l'extérieur. Elle se barricade à l'intérieur. Pourquoi les échanges qui représentent 90 p. 100 de l'activité américaine sont-ils paralysés? C'est qu'aujourd'hui, aux champs comme à la ville on produit à plein collier pour des besoins inconnus. La production du blé d'exportation a doublé depuis la guerre.

Dans l'industrie, les crédits aux consommateurs de marchandises achetées à terme sont prolongés à deux ans, et les autos, les radios, les frigidaires et autres articles se vendent à ces conditions. Comme exemple, un journal illustré de New-York montrait un jeune papa qui regarde son nouveau-né en disant: "Dans deux ans, il sera à nous."

Cent vingt millions de paires de pieds n'usent que trois cents millions de paires de chaussures: la production est de 900 millions. Quarante-quatre pour cent de la population vit de la terre, et constitue la grande clientèle des industriels; c'est cette clientèle qui est la première frappée. Le blé à \$1.40 en 1925, à \$1 en 1929, et baissé à 42c. en 1933.

Pendant que les produits naturels perdaient les trois quarts de leur valeur sur le marché, l'industrie produisait à plein rendement. D'où l'effondrement de la Bourse. Alors, intervention de l'Etat, le Farm Board commença à acheter pour maintenir les prix en retirant de la circulation une quantité importante de blé et en laissant jouer la loi de l'offre et de la demande sur un stock diminué. Comme résultat, les emblavures augmentèrent.

J'attirerai l'attention du Sénat au fait que vous ne découragez pas la production en maintenant ni en relevant le prix d'une denrée; vous l'encouragez, même s'il y a déjà surproduction.